Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire du 17 avril 2019

Aujourd'hui, le 17 avril, marque l'anniversaire du début de l'agression militaire de Playa Giron en 1961. La réponse décisive du peuple cubain dans la défense de la Révolution et du socialisme a abouti, en à peine 72 heures, à la première défaite militaire de l'impérialisme en Amérique.

Aujourd'hui, le 17 avril, marque l'anniversaire du début de l'agression militaire de Playa Giron en 1961. La réponse décisive du peuple cubain dans la défense de la Révolution et du socialisme a abouti, en à peine 72 heures, à la première défaite militaire de l'impérialisme en Amérique.

Curieusement, c'est la date choisie par le gouvernement étasunien actuel pour annoncer l'adoption de nouvelles mesures d'agression contre Cuba et renforcer l'application de la Doctrine Monroe.

Le Gouvernement révolutionnaire rejette avec la plus grande fermeté la décision d'autoriser dorénavant l'introduction d'actions devant les tribunaux étasuniens contre des entités cubaines et étrangères ne relevant pas de la juridiction des États-Unis, ainsi que la décision de renforcer les obstacles pour l'entrée aux États-Unis des dirigeants et leur famille des entreprises qui investissent légitimement à Cuba dans des propriétés qui ont été nationalisées.

Ces sont des mesures prévues dans le cadre de la Loi Helms-Burton, qui ont été rejetées il y longtemps par la communauté internationale, condamnées par la nation cubaine depuis leur adoption et leur application en 1996, et dont le but principal est d'imposer la tutelle coloniale à notre pays.

Cuba condamne également la décision de limiter à nouveau les sommes d'argent envoyées par les résidents cubains aux États-Unis à leur famille et à leurs proches, de restreindre davantage les voyages des citoyens étasuniens à Cuba et d'appliquer des sanctions financières supplémentaires.

Elle rejette fermement les références au fait que des attaques contre des diplomates étasuniens aient eu lieu à Cuba.

Les États-Unis prétendent justifier leurs actions, comme ils en ont l'habitude, par le mensonge et le chantage.

Le général d'armée Raul Castro a déclaré le 10 avril : « On blâme Cuba de tous les maux, en utilisant le mensonge dans le pire style de la propagande hitlérienne. »

Pour masquer et justifier l'échec évident du sinistre complot de coup d'État visant à nommer depuis Washington un « président » usurpateur pour le Venezuela, le gouvernement des États-Unis a recours à la calomnie.

Il accuse Cuba d'être responsable de la solidité et de la fermeté dont ont fait preuve le gouvernement bolivarien et chaviste, le peuple de ce pays et l'union civique et militaire qui défendent la souveraineté de leur nation. Il ment sans vergogne en prétendant que Cuba maintient des milliers de soldats et de personnel de sécurité au Venezuela, et influence et détermine les événements dans ce pays frère.

Il a le cynisme d'accuser Cuba de la situation économique et sociale à laquelle le Venezuela fait face après des années de brutales sanctions économiques, conçues et appliquées par les États-Unis et plusieurs de ses alliés, précisément pour l'asphyxier économiquement et provoquer des souffrances parmi la population.

Washington va jusqu'à faire pression sur les gouvernements de pays tiers pour qu'ils tentent de persuader Cuba de retirer ce soi-disant et invraisemblable soutien militaire et de sécurité, voire de cesser d'apporter soutien et solidarité au Venezuela.

Le gouvernement actuel des États-Unis est reconnu, dans son propre pays et à l'échelle internationale, pour sa tendance sans scrupules à utiliser le mensonge comme un moyen de politique intérieure et extérieure. Il s'agit d'une habitude qui correspond à de vieilles pratiques de l'impérialisme.

Nous avons encore à l'esprit les images du président George W. Bush, avec l'appui de l'actuel Conseiller à la Sécurité nationale, John Bolton, mentant de façon éhontée sur les prétendues armes de destruction massive en Irak, un mensonge qui servit de prétexte à l'invasion de ce pays du Moyen-Orient.

L'histoire conserve également le souvenir de l'explosion du cuirassé Maine à La Havane et l'incident auto-infligé dans le Golfe du Tonkin, des épisodes qui servirent de prétexte pour déclencher des guerres de pillage à Cuba et au Vietnam.

Nous ne saurions oublier que les États-Unis ont utilisé des faux insignes cubains, peints sur les avions qui effectuèrent les bombardements durant le prélude de l'agression de Playa Giron, pour dissimuler qu'en réalité ils étaient étasuniens.

Il doit être clair que les calomnies des États-Unis reposent sur un mensonge total et délibéré. Leurs services de renseignement disposent de preuves plus que suffisantes, sûrement plus que tout autre État, pour savoir que Cuba ne dispose pas de troupes et ne participe pas non plus à des opérations militaires ou de sécurité au Venezuela, même si deux pays indépendants ont le droit souverain de déterminer comment coopérer dans le secteur de la défense, ce qu'il n'appartient pas aux États-Unis de remettre en question.

L'accusateur maintient plus de 250 000 soldats dans 800 bases militaires à l'étranger, dont une partie dans notre hémisphère.

Son gouvernement sait aussi que, comme Cuba l'a déclaré publiquement et à maintes reprises, les quelque 20 000 coopérants cubains, dont plus de 60 % sont des femmes, accomplissent dans ce pays

d'Amérique latine les mêmes tâches que réalisent à l'heure actuelle environ 11 000 autres professionnels de notre pays dans 83 pays : contribuer à prêter des services sociaux de base, essentiellement des services de santé, ce qui est reconnu par la communauté internationale.

Il doit également être absolument clair que la ferme solidarité avec la République bolivarienne sœur du Venezuela est un droit de Cuba en tant qu'État souverain, et c'est également un devoir qui s'inscrit dans la tradition et les principes inaliénables de la politique extérieure de la Révolution cubaine.

Nulle menace de représailles contre Cuba, aucun ultimatum ni chantage de la part du gouvernement étasunien actuel ne détournera la conduite internationaliste de la nation cubaine, en dépit des dommages humains et économiques dévastateurs que le blocus génocidaire cause à notre peuple.

Il convient de rappeler que la menace et l'ultimatum mafieux ont déjà été utilisés dans le passé lorsque les efforts internationalistes de Cuba soutenaient les mouvements de libération en Afrique, alors que les États-Unis soutenaient le régime honteux de l'apartheid. L'intention était que Cuba renonce à ses engagements de solidarité envers les peuples africains en échange de promesses de pardon, comme si la Révolution devait être pardonnée par l'impérialisme.

À l'époque, Cuba rejeta le chantage, comme elle le fait aujourd'hui, avec le plus grand mépris.

Le général d'armée Raul Castro a rappelé le 10 avril dernier : « Depuis 60 ans, face aux agressions et aux menaces, nous les Cubains, avons fait preuve de notre volonté de fer pour résister et vaincre les événements les plus difficiles. Malgré son immense puissance, l'impérialisme n'a pas pu briser la dignité d'un peuple uni, fier de son histoire et de la liberté conquise au prix de tant de sacrifices. »

Le gouvernement de Cuba appelle tous les membres de la communauté internationale et les citoyens des États-Unis à mettre un frein à l'escalade irrationnelle et la politique d'hostilité et d'agression du gouvernement de Donald Trump.

Les États membres des Nations unies exigent, à juste titre, année après année, à la quasi-unanimité, la fin de cette guerre économique. Les peuples et les gouvernements de notre région doivent, dans l'intérêt de tous, faire prévaloir les principes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix.

Le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres Miguel Diaz-Canel Bermudez, a déclaré le 13 avril : « Cuba a toujours confiance dans ses forces et aussi dans les forces et dans la dignité d'autres nations souveraines et indépendantes et elle continue à croire aussi dans le peuple nord-américain , dans la Patrie de Lincoln qui a honte de ceux qui agissent en marge de la loi universelle au nom de toute la nation nord-américaine. »

Une fois de plus, Cuba condamne le mensonge et les menaces et réaffirme que sa souveraineté, son indépendance et son attachement à la cause des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas négociables.

Deux jours avant la commémoration du 58e anniversaire de la victoire de Playa Giron, un site historique dans la géographie nationale, où les forces mercenaires pilotées par l'impérialisme ont mordu la poussière de la défaite, la Révolution cubaine réaffirme sa ferme détermination de faire face et de vaincre l'escalade agressive des États-Unis.

La Havane, le 17 avril 2019

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/188701-declaration-du-gouvernement-revolutionnaire-du-17-avril-2019

Radio Habana Cuba